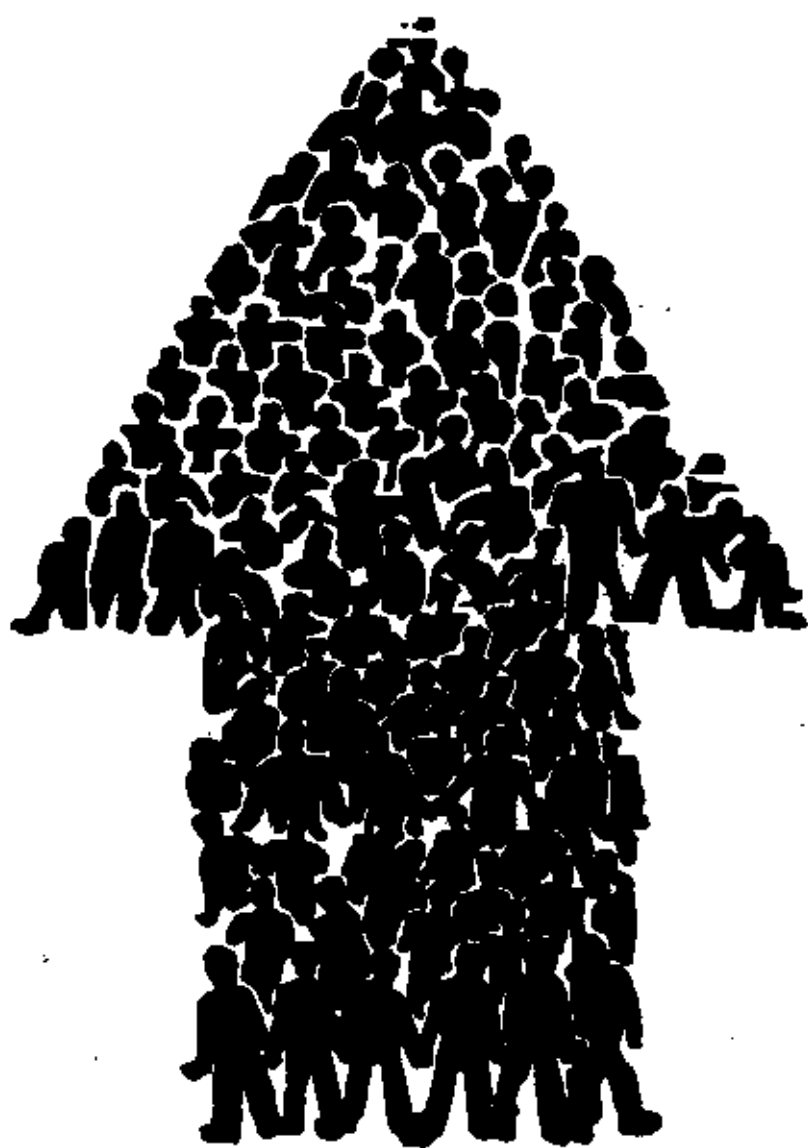


# L'Unité

**DES TRAVAILLEURS**

**N° 11 - 24 FEVRIER 1973 - 2 F**



**L'ELAN EST DONNÉ**  
**POUR UNE**  
**LUTTE PROLONGÉE**

## Editorial

# A l'occasion des élections : faisons le point

Les élections approchent. La presse, la télé, les partis ne parlent plus que d'elles. La scène politique est monopolisée par la « cérémonie électorale ». Dans les boîtes aussi, les travailleurs en parlent. Cela veut-il dire qu'on va observer une trêve sociale pour ne pas troubler la période électorale ? L'espoir d'une victoire électorale de la Gauche suffit-il à démobiliser les travailleurs ?

### Pas de trêve sociale

Pas du tout. Depuis la rentrée, il n'y a aucune baisse de la combativité ouvrière : plus de grève à Noël qu'en octobre, et plus en janvier 73 qu'en janvier 72. Et toujours les mêmes thèmes de lutte (voir l'éditorial du n° 10) : grèves de contrôle ouvrier sur les cadences (de Levi's dans le Nord à la SPLI de Fougères), grèves d'OS (des femmes du Textile ou des immigrés de l'atelier 38 à Renault) grèves des nouvelles couches d'employés prolétarisés (Honeywell).

C'est là une chose importante. Depuis juin 68, les travailleurs savent qu'il n'y a rien de bon à gagner en délaissant la lutte dans l'usine au profit du bureau de vote. Même s'ils souhaitent la victoire de la gauche, c'est plus pour eux l'occasion de manifester leur haine du régime Pompidou, plutôt que leur foi dans les promesses du Programme Commun. « Le SMIC à 1.000 F, la retraite à 60 ans, c'est bon à prendre. Un point c'est tout ».

Cependant, les effets démobilisateurs de la stratégie électoraliste des organisations réformistes (Communistes et Socialistes, même « autogestionnaires ») sont réels. Les luttes ouvrières, la gauche ouvrière, le mouvement révolutionnaire accusent le coup : c'est le « creux de la vague ».

### Le creux de la vague

Tout d'abord, le mouvement de lutte n'a toujours pas repris dans les grandes usines et les grosses entreprises, là où ce mouvement a été cassé par les syndicats en 1971 : Renault, la SNCF, la RATP etc... Dans les grandes boîtes, la classe ouvrière a perdu confiance dans les syndicats comme organisations pour la lutte — et elle n'a encore rien trouvé de mieux. Alors, faute de mieux, elle se contente de voter aux élections professionnelles pour la grande force tran-

quille, la CGT. La CFDT, qui n'a pas su se démarquer de la CGT en proposant une alternative révolutionnaire dans la lutte, fait les frais de cette résignation (à Billancourt, elle perd un quart de ses points).

Ensuite, plus directement, il y a le rôle *actuel* de la CGT comme briseur de grève pur et simple. Même si dans l'ensemble la CGT est maintenant beaucoup plus souple qu'au Joint Français ou à Thionville, elle n'a pas hésité à casser par tous les moyens les grèves de la Cégédur ou d'Honeywell-Bull au nom de la « perspective électorale ».

Enfin, et c'est le plus important, il a quelque chose de plus difficile à saisir. L'attention que portent les travailleurs à la campagne de la gauche se traduit par un attentisme certain vis-à-vis des luttes. Certes, les travailleurs n'hésitent pas à engager des luttes *punctuelles*, nous l'avons dit. Mais l'addition des luttes locales ne constitue pas une *généralisation* des luttes. Même si toutes les grèves actuelles se ressemblent beaucoup, elles ne constituent pas un mouvement généralisé. Tout se passe comme si les travailleurs ne renonçaient pas à lutter au niveau de leur boîte, mais, au-delà, ils ne voient pas d'autre débouché politique global que le vote. Cette coupure entre luttes économiques dispersées et luttes politiques sur le terrain électoral se traduit par le pourrissement et l'isolement des grèves localisées.

Pourrissement ? C'est le cas de Berliet, où la lutte, qui aurait pu mobiliser la Région Lyonnaise pour les 20.000 F par mois, et toute la France contre la loi anti-casseur, s'essouffle dans l'indifférence et l'oubli.

Isolement ? C'est le cas de ces grèves, sur les mêmes objectifs (les cadences), dans les mêmes régions (Levi's et Massey dans le Nord, Jaeger et la SPLI dans l'Ouest), qui se sont poursuivies pendant des semaines sans être reliées entre elles. Fougère, qui fut, il y a 2 ans, la « capitale des séquestrations », a vu avec indifférence manifester les grévistes de la SPLI.

### Des luttes sociales sans débouché politique

Pourquoi cette coupure entre les luttes sociales et la Politique ?

D'abord, qu'il n'y ait aucun rapport entre les luttes à la base et les espoirs placés

dans la victoire de la Gauche ne nous étonne pas : le type de société que nous promet le Programme commun, respectueux des rapports sociaux capitalistes, de la hiérarchie, de la division du travail, n'a rien à voir avec les aspirations des travailleurs telles qu'elles s'expriment dans leurs luttes : abolition du travail à la chaîne, du pouvoir des petits chefs, de la séparation entre ceux qui produisent et ceux qui décident. Le Programme commun n'est ni l'expression, ni le débouché politique des luttes sociales (voir L'Outil spécial : « Notre Programme et le leur »).

Mais le programme qui s'exprime dans les luttes (travailler moins mais surtout autrement, gagner plus mais surtout changer la vie) n'a pas, lui, son répondant sur la scène politique ou dans les organisations. Qui aurait pu jouer ce rôle ? On ne voit guère que la CFDT et le mouvement révolutionnaire.

La CFDT ? Ses carences dans la généralisation des luttes sur les cadences (dont elle avait fait un de ses chevaux de bataille) ne font que traduire le désarroi de la gauche syndicale, laminée faute d'un projet d'ensemble cohérent. Le courant que représentait en 71 la fédération Hacutex semble réduit au silence et au suivisme.

Pourquoi cette impuissance ? Il y a d'abord une raison interne. La gauche syndicale n'a pas su (ou voulu) dépasser la thèse officielle de la Confédération sur la lutte pour le Socialisme : « La lutte sera économique, sociale et idéologique » (et on oublie la lutte politique !), « les partis ont vocation à gouverner » (les partis, et non les travailleurs eux-mêmes !). La CFDT fait confiance aux travailleurs pour lutter contre les cadences, mais la question du pouvoir d'Etat de la politique, c'est l'affaire des partis ! Dès lors, faute de placer les luttes d'entreprises dans la perspective globale de la dictature du prolétariat, des Conseils Ouvriers, du pouvoir des travailleurs eux-mêmes, on arrive à une impasse, et on doit passer le relai aux partis réformistes.

A cela se combine une autre raison : ne voulant pas assumer la politique révolutionnaire du prolétariat, (la liaison entre les luttes sociales et la lutte d'ensemble pour le pouvoir), la Gauche syndicale s'appuyait sur le Mouvement Révolutionnaire : ce fut

le 1<sup>er</sup> mai 1971 Hélas ! Celui-ci traverse une crise très grave. Les Révolutionnaires ont été battus dans le PSU, le mouvement maoïste a sombré dans l'émiettement des groupes dogmatiques ou dans l'apolitisme de la « Cause du Peuple », seuls les groupes trotskystes continuent le renforcement organisationnel de leur petite force tranquille.

Dans ces conditions, les candidatures « révolutionnaires » ne sont pas une solution. Comme l'écrivent les camarades du Manifesto, tirant le bilan de leur échec électoral : « On ne peut contester l'hégémonie des réformistes au plan électoral, sans avoir au préalable rendu crédible une alternative au sein même du mouvement des luttes ».

## Reconstruire un mouvement révolutionnaire de masse

Ce tableau plutôt sombre ne doit pas nous conduire au pessimisme. Si la gauche ouvrière et le mouvement révolutionnaire se trouvent aujourd'hui acculés à un ralliement embarrassé à l'Union de la Gauche ou à une condamnation ultra-minoritaire du jeu électoral, c'est bien parce que, les cinq ans écoulés depuis le Printemps de 68 n'ont pas encore permis d'effacer des décennies de trahison du mouvement ouvrier officiel. Les élections de mars 73 marquent une étape : la fin de la période groupusculaire du jeune mouvement révolutionnaire, qui, né du mouvement de masse de la jeunesse intellectuelle en mai 68, s'est perdu dans l'avant-gardisme sans réussir sa « liaison avec les masses ». Il serait temps, aujourd'hui, de tirer un bilan de cette période, et cela commence à se faire.

Mais voici que, surtout depuis 1971, les « idées de Mai » ont fait leur chemin. Un véritable « gauchisme populaire » se développe partout, chez les OS, les jeunes, les femmes, les paysans, dans les usines et les quartiers. Voilà la base de la reconstruction du mouvement révolutionnaire. Dans trois semaines, les élections seront passées. Et le problème sera posé dans toute sa clarté : à partir de cette « gauche populaire large », construire un mouvement révolutionnaire de masse. Dans les mois qui viennent, L'Outil tâchera de contribuer à cet objectif.